

GROUPE DE PARLEMENTAIRES
FRODEBU EN EXIL
B.P. 714 KIGALI
FAX (250) 86852

S.O.S. DEMOCRATIE AU BURUNDI.

1°. La crise actuelle au Burundi est fondamentalement le fait d'une minorité ethnique (l'ethnie tutsi longtemps au pouvoir au Burundi) et d'une minorité politique (le vieux parti UPRONA, responsable de la désintégration nationale qu'a connue le Burundi depuis l'indépendance et qui a mal digéré sa défaite lors des élections de juin 1993 qui ont porté au pouvoir son Excellence Monsieur NDADAYE Melchior).

2°. Le parti UPRONA, géré au lendemain de l'indépendance par des ressortissants de l'ethnie tutsi, a exclu systématiquement de la vie politique des citoyens burundais des autres ethnies, en l'occurrence les hutu qui représentent 85% de la population burundaise.

A cette fin, une armée monoethnique composée essentiellement de tutsi d'une seule région, la région de Bururi, fut mise sur pied et lancée comme une machine de guerre contre les hutu.

Cela eut comme résultat, les massacres cycliques perpétrés par l'armée contre de paisibles citoyens hutu en 1962, 1965, 1969, 1972-1973, 1988, 1991, 1992 et la crise actuelle depuis la nuit fatidique du 20 au 21 octobre 1993.

Autre résultat consécutif à cette gestion catastrophique du parti UPRONA appuyé par son armée sanguinaire : les centaines de milliers de réfugiés hutu qui ont trouvé asile dans les pays voisins surtout depuis 1972 et que la crise actuelle porte à environ 1 million (soit plus de 15% de la population totale) ainsi que des centaines de milliers de veuves et d'orphelins.

L'on se souviendra que le Gouvernement de son Excellence le Président Melchior NDADAYE, contrairement à ses prédécesseurs, avait initié avec succès un programme de rapatriement de tous les réfugiés, un programme malheureusement interrompu par les événements actuels.

Dans l'entretemps, les réfugiés burundais, surtout les quelques 700 000 nouveaux, vivent dans des conditions précaires et souffrent de la faim, des maladies, des intempéries, etc... et constituent une nouvelle charge pour les pays qui les hébergent.

3°. Actuellement, le Gouvernement en cachette reste confronté à un problème de fond : celui d'une armée précédemment au service d'un parti unique et totalitaire (l'UPRONA) et d'une ethnie (l'ethnie tutsi) qui, dans la lignée droite de sa tradition a assassiné son Excellence le Président de la République, Monsieur Melchior NDADAYE, parce que de l'ethnie hutu, et aurait voulu, n'eût été la désapprobation du peuple et de l'opinion internationale, réinstaurer l'apartheid tutsi qui a régné au Burundi avant les élections de juin 1993. Cet état de choses risque de se perpétuer puisque le Gouvernement Légal, auquel l'on demande de restaurer l'ordre, le calme et la paix, et d'arrêter une guerre qu'il n'a pas déclarée, n'a aucune force pour dissuader

l'armée pour cesser de semer la terreur et la désolation qu'elle a initiées la nuit du 20 au 21 Octobre 1993.

4°. Au sujet de cette armée qui insécurisée, et la population, et le Gouvernement qu'il contraint à la cachette, la situation actuelle est des plus préoccupantes.

Objet de la désapprobation du monde et de son peuple, l'armée développe actuellement un double langage. En effet, le Lt Colonel Jean-Bosco DARADANGWE, responsable de la communication dans l'armée et porte-parole du Comité de Salut Public (mis en place par les putschistes) avait clairement laissé passer dans la première déclaration que " toutes les unités de l'armée et de la gendarmerie, s'étaient ralliés au coup d'Etat". D'après certaines sources d'informations, lors du coup d'Etat, l'armée avait investi toutes les places stratégiques et administratives du pays. Elle s'est ensuite livrée à des tueries de populations innocentes et sans défense et à des actes barbares de pillage pour ne laisser derrière elle que la terre brûlée. Le bilan provisoire est de :

- . entre 100 000 et 500 000 morts ;
- . près d'un million d'exilés ;
- . environs 100 000 déplacés.

Actuellement, le même DARADANGWE et son Chef d'Etat Major général, le Lt Colonel Jean BIKOMAGU ont changé de stratégie et se sont ingéniés à faire accréditer l'idée que seule une poignée de militaires seraient impliqués dans le putsch et les massacres qui s'en sont suivis. Leur objectif est clair. Ils font tout pour couvrir leurs hommes et ainsi maintenir en place une armée criminelle au service des intérêts des extrémistes tutsi alors que dans l'ensemble, celle-ci se trouve contestée par la grande majorité des citoyens burundais comme incapable d'assurer leur protection. C'est cette majorité qui avait voté le Président NDADAYE à 65% et le Parlement à 80%. Ce premier personnage voudrait même amener le Gouvernement à "démissionner."

Dès lors, comment pourrait-on croire que seule une poignée de militaires seraient responsables du putsch et des massacres, lorsque l'on sait que le Chef de l'Etat et Chef des Armées a été livré aux tueurs sans qu'aucun militaire n'ait pu, semble-t-il, le défendre et que ses bourreaux cherchent à se couvrir impunément en réclamant haut et fort une amnistie sans enquête préalable pour déterminer les véritables responsabilités.

Comment peut-on penser au loyalisme d'un certain nombre d'unités militaires lorsque l'on sait que les garnisons de Bururi ont assisté, sans bouger le bout de doigt, à la libération, par un véhicule blindé venu de Bujumbura, du Lt Colonel NINGABA Sylvestre, chef de cabinet du Président BUYOYA, incarcéré à la prison de RUMONGE et qui, selon toute vraisemblance, est l'acteur principal des putschs du 2-3 juillet et du 20-21 octobre 1993.

Comment peut-on croire au loyalisme d'une partie de l'armée lorsque l'on sait que jusqu'à ce jour aucun Chef militaire ne s'est opposé aux putschistes pour sauver le pays du drame qu'il connaît actuellement.

Si le putsch avait été conduit par une minorité de l'armée, la majorité qui reste aurait pu maîtriser cette réaction et restaurer rapidement l'ordre constitutionnel et le calme.

5°. Des considérations qui précèdent, on peut dire que jusqu'à présent, la sécurité du Gouvernement actuel reste aléatoire.

6°. L'armée, le parti UPRONA et ses satellites seraient même tentés de recourir à tous les stratagèmes pour parer le coup de force.

Ceci est bien probable pour une armée en rébellion qui "refuse" d'obtempérer aux injonctions du Gouvernement, lequel ne dispose d'ailleurs d'aucune autorité sur elle, et de son haut commandement qui reste très suspect et qui continue à ordonner des massacres à travers tout le pays tout en simulant des campagnes de "pacification". L'on se souviendra que dans le passé, ces campagnes ont alourdi le bilan des victimes qui ont été massacrées après s'être réunies pour des rencontres du genre.

7°. Mais à propos d'acteurs principaux et de commanditaires du putsch en cours actuellement, les déclarations des anciens dirigeants du parti UPRONA qui menacent si ouvertement de reprendre le pouvoir devraient faire réfléchir plus d'une personne :

a) L'ex-Président BUYOYA de déclarer : "Si le Gouvernement ne gagne pas le contrôle sur l'armée, comment pourra-t-il sortir de cette situation ?" Celui-ci oublie-t-il si vite que ses tentatives équilibristes des secteurs de la vie nationale durant les 6 années qu'il a passés aux commandes de l'Etat n'ont en rien touché l'armée et la gendarmerie ?

Curieusement, ce sont les bataillons de son ancienne garde (le 2ème bataillon paracommando et le 11ème bataillon blindé) qui ont attaqué le palais présidentiel la nuit du 20 au 21 Octobre 1993. Et durant les échanges de tirs, il n'y eut pas de mort ni de blessé dans les deux rangs !

b) Le Président de l'UPRONA, Nicolas NDAYISHIMIYE et l'ex-Président du Burundi et de l'UPRONA, J.B. BAGAZA ont accordé leurs violons en menaçant de reprendre le pouvoir.

8°. On ne pourrait passer sous silence la compromission du Haut Clergé (certains prélats tutsi), du parti UPRONA et de son mouvement de jeunesse (la JRR) ainsi que des partis satellites de l'UPRONA : ANADDE, RADDES, INKINZO Y'IJAMBO RY'ABARUNDI, ABASA, PI" et des responsables des ligues des Droits de l'Homme (ITEKA, SONERA) ainsi qu' une " certaine société civile" intégrée à l'UPRONA qui font une lecture malheureusement partisane du drame que vit le Burundi et qui, hélas, rentre dans la logique des militaires putschistes.


Ces paranoïaques du pouvoir poussent leur cynisme jusqu'à déclarer que le Président Melchior NDADAYE aurait été assassiné suite à "des manœuvres machiavéliques à l'intérieur même du FRODEBU." L'administration issue de ce parti est accusée à tort d'avoir organisé les massacres de son Président d'abord, et de son électorat ensuite!

9°. La Communauté internationale devrait cesser d'être indulgente pour cette armée et comprendre l'impérieuse nécessité et l'urgence d'une force de stabilisation et de rétablissement de la confiance, suffisante pour aider le Gouvernement à rétablir le calme dans le pays. Cette force aurait pour mission de :

- Assurer la protection des personnalités politiques.
- Assurer la sécurité des institutions démocratiques afin qu'elles redémarront rapidement leurs activités en dehors du chantage des éléments putschistes.
- Aider au rétablissement de la sécurité, de l'ordre et de la paix.
- Contribuer à la constitution d'une armée véritablement nationale, comprenant des éléments issus de toutes les composantes ethniques et régionales du pays et engagée dans le respect de l'ordre constitutionnel.

Fait à Kigali, le 25 Novembre 1993.

Pour le Groupe des Parlementaires
FRODEBU en exil

1. NDIKUMANA Nophtali 

2. NDORICIMPA Rogatien 

3. NGARUKIYINKA Oswald : 